

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 2005

Artikel: Pétrole algérien, comptes suisses et corruption : une affaire aux multiples ramifications qui vaut d'être contée
Autor: Franchini, Federico
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014141>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pétrole algérien, comptes suisses et corruption

Une affaire aux multiples ramifications qui vaut d'être contée

Federico Franchini - 01 septembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24144>

L'information a fait la une de la [presse algérienne](#) cet été. Les sociétés nationales algériennes d'hydrocarbures, d'anciens ministres, des intermédiaires douteux ainsi que d'importantes sociétés internationales seraient impliqués dans une vaste affaire de corruption qui transiterait par la Suisse.

Selon les informations fournies par le quotidien arabophone *El-Khabar*, le Ministère public de la Confédération (MPC) aurait ouvert une procédure judiciaire contre quatre ressortissants algériens, à la suite d'une série de mouvements de fonds sur la place bancaire helvétique. Parmi ces derniers, Abdelkrim Benghanem, ancien PDG de [Sonelgaz](#), la société nationale du gaz et de l'électricité. Les autorités helvétiques suspecteraient ces personnes de blanchiment d'argent dans le contexte d'une affaire de corruption impliquant Sonelgaz et le géant canadien de la construction [SNC-Lavalin](#). En Algérie, dans le cadre de [l'affaire «Sonelgaz 1»](#), l'actuel PDG, son prédécesseur ainsi que quinze cadres ont déjà été placés sous contrôle judiciaire.

L'affaire Ben Aïssa

Cet épisode n'est que le dernier volet d'une longue enquête qui a vu les enquêteurs suisses investiguer sur des cas de

corruption impliquant des sociétés publiques algériennes et d'importantes entreprises internationales.

En avril 2011, le MPC a ordonné l'arrestation de [Riad Ben Aïssa](#), à la double nationalité canado-tunisienne, ancien vice-président et responsable des opérations en Afrique du Nord de SNC-Lavalin. Aïssa, toujours détenu en Suisse, est accusé de blanchiment, fraude et corruption d'agents publics dans le cadre de contrats passés en Afrique du Nord. La [RTS](#) avait informé de cette enquête encore en cours, une enquête qui implique également un avocat suisse, accusé d'être l'initiateur du montage financier qui, via des sociétés *offshore* appartenant à Ben Aïssa, aurait alimenté les comptes suisses de l'ancien cadre canado-tunisien.

Un véritable système

Dans la suite de l'enquête Ben Aïssa, la justice suisse a pu relever des versements douteux effectués par la société canadienne à des compagnies contrôlées par Farid Bedjaoui, bras droit de l'ancien ministre de l'énergie [Chekib Kehlil](#). Ce dernier, qui vit actuellement aux Etats-Unis, est considéré comme le responsable d'un [véritable système](#) de corruption qui a gangréné le secteur de l'énergie de son pays.

Le 12 août dernier, la justice algérienne a lancé un [mandat d'arrêt international](#) contre l'ancien ministre et son fidèle Bedjaoui. Les chefs d'accusation sont multiples: corruption, blanchiment d'argent, conclusion de contrats contraires à la réglementation, abus de pouvoir et constitution de bande criminelle organisée.

L'italienne ENI impliquée

Les autorités helvétiques suspectaient déjà le rôle de Bedjaoui comme intermédiaire de différentes sociétés internationales pour leur faciliter l'obtention d'appels d'offres gérés par Sonatrach, le groupe pétrolier public algérien. Parmi ces sociétés figurent SNC-Lavalin et [Saipem](#), une filiale du groupe pétrolier public italien [ENI](#).

Le parquet de Milan a également ouvert une enquête qui a fait couler beaucoup d'encre dans la presse italienne. L'enquête a eu des [ramifications](#) en Suisse où ont eu lieu plusieurs perquisitions. Le 28 juillet dernier, les magistrats de Milan ont ordonné l'arrestation de Pietro Varone, l'ancien PDG de Saipem. Selon le [Corriere della Sera](#), une société suisse basée à Panama aurait participé à la construction du mécanisme opaque qui conduit à l'ancien ministre Kehlil. Les juges

italiens ont également lancé un mandat d'arrêt international contre l'intermédiaire Farid Bedjaoui.

Une société luganaise

Un autre intermédiaire, cité par l'enquête, est Réda Hemche. Ce dernier aurait empoché 1,75 million de dollars dans le cadre de contrats accordés par Saipem. Hemche était le conseiller de [Mohamed Meziane](#), ancien directeur général de Sonatrach aujourd'hui en prison.

En 2010, l'homme était déjà au centre d'une enquête lancée en Algérie pour des affaires de corruption. Selon la [presse algérienne](#), Hemche aurait alors été transféré par Menziane en Suisse où il travaillait pour la [Samco](#), une société de Lugano ayant pour but l'assistance administrative et financière au gazoduc qui relie l'Algérie à l'Italie.

Samco, qui a été dirigée également par [Abdelhamid Zerguine](#), actuel PDG de Sonatrach, est propriété

conjointe du groupe algérien et d'ENI via la [Transmediterranean Pipeline Co. Ltd](#), société enregistrée dans le paradis fiscal de l'île de Jersey. Et qui est active dans la construction des pipelines algériens? [SNC-Lavalin](#), bien évidemment.

La nouvelle enquête en Suisse aurait donc comme objectif d'identifier les comptes et mouvements de fonds de ressortissants algériens pouvant avoir un lien de près ou de loin avec toute cette affaire.